



CHAPITRE 65

Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Québec

[Sanctionnée le 23 février 1956]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

"commis-
sion".

1. Dans la présente loi "commission" désigne la Commission des écoles catholiques de Québec.

Emprunt
autorisé.

2. En outre des pouvoirs et prérogatives que possède la commission et notwithstanding toute disposition législative inconciliable avec la présente, la commission est autorisée à emprunter, par émission d'obligations ou de bons, subordonnement à l'approbation préalable du surintendant de l'instruction publique et de la Commission municipale de Québec, une somme n'excédant pas deux millions cinq cent mille dollars pour l'acquisition, de gré à gré ou par expropriation, de terrains et de bâtisses, et pour la construction, la reconstruction, l'agrandissement, la réparation et l'ameublement d'écoles, de couvents ou de résidences scolaires sous la juridiction de la commission.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

CHAPTER 65

An Act respecting The Catholic School Commission of Quebec

[Assented to, the 23rd of February, 1956]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. In this act "commission" means "The Catholic School Commission of Quebec".

2. In addition to the powers and prerogatives possessed by the commission and notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith, the commission is authorized to borrow, by the issue of bonds or of debentures, subject to the prior approval of the Superintendent of Education and of the Quebec Municipal Commission, a sum not exceeding two million five hundred thousand dollars for the acquisition, by agreement or expropriation, of lands and buildings, and for the construction, reconstruction, extension, repair and furnishing of schools, convents or school residences under the jurisdiction of the commission.

Loan au-
thorized.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.